

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1489 & 1490 DU JEUDI 13 & 20 JANVIER 2022 * 29ÈME ANNÉE * PRIX : 3000 FG * ZONE CEFA : 500

Jean Marc Telliano/RDIG

P.4

« Alpha Condé a été la cause de la chute de son troisième mandat »

Direction régionale de la Santé de Conakry

Dr Bouna Yattassaye de l'ANSS à la commande

P.3

Guinée

Le parti d'Alpha Condé et ses alliés lancent un appel...

P.7

CAN 2022

Place aux huitièmes de finale avec Cameroun-Comores en vedette

P.11



P.5

Guinée

8 coalitions politiques forment un forum et boudent L'ANAD-UFDC

Classe politique

Le CPP divisé autour du porte-parolat, Ousmane Kaba en rébellion

A peine mis en place, le Collectif des Partis Politiques (CPP) risque de mourir d'une mort prématurée. La question du porte-parolat divise les partis membres de la coalition. Entre l'ANAD qui mise sur son président Cellou Dalein Diallo et Ousmane Kaba président du Pades, qui choisit Dr Makalé Traoré présidente du PACT, rien ne va plus.



« Nous sommes réunis pour que la classe politique parle d'une seule voix. Mais comme vous le savez, c'est une classe qui est traversée par des divergences. L'ANAD et certains alliés veulent imposer le président Cellou Dalein comme porte-parole du CPP. Ce qui ne nous semble pas judicieux, parce que nous avons pensé que parmi les grands partis, aucun

ne doit être porte parole pour ne pas avoir un avantage électoral, ce qui est normal. Et c'est la raison pour laquelle nous avons choisi que Dr Makalé Traoré soit porte parole du CPP. Mais certains veulent imposer le président de l'UFDG. Ce qui n'a pas de sens...

Depuis trois fois, chaque fois qu'il y a une réunion dans une coalition, cette coalition prend la présidence et assure le rôle de porte-parole... Mais ce sont des discussions normales entre partis politiques. Dans tous les pays du monde les partis pluri ne peuvent pas être d'accord sur tout, mais en réalité les discussions continuent vu que le président Sidya Touré fait de la médiation dans ce sens, nous verrons ce qui va en sortir... », a longuement expliqué Dr Ousmane Kaba, président du Pades.

Pour Dr Fodé Oussou Fofana, vice-président de l'UFDG, le choix est fait. « Si la classe politique s'entendait, c'est ce qui allait surprendre. Si on ne s'entend, évidemment il y aura deux groupes qui vont agir. Il reste entendu que si les autres n'acceptent pas cette proposition, ils sont

libres de former leur collectif et trouver leur porte-parole. Nous, nous

avons dit qu'en attendant, le président Cellou de l'ANAD et Dr Makalé de la CORED, vont pour les trois premiers mois, porter notre voix. Je le dis encore, si on ne s'entend pas, il n'y a pas de raisons qu'ils créent eux-aussi leur plate-forme et choisissent leur porte-parole. Quand on a fait notre proposition, on a apporté des arguments, ils n'ont apporté aucun démenti parce qu'on n'est pas dans un débat de personne. Quand un leader de parti politique pense que quand Cellou Dalein devient porte-parole, ça aura de l'influence sur son électoral,

moi je dis qu'on ne sait pas pourquoi on s'est réuni », a lancé le vice président de l'UFDG.

Si le président de l'UFR n'arrive pas à concilier les deux parties dans 24 heures, on risque d'assister à l'éclatement du collectif qui a été pourtant créé pour permettre à la classe politique de parler d'une seule voix face à la junte militaire au pouvoir depuis le 05 septembre 2020.

Diop Ramatoulaye

Porte-parolat / CPP

Aliou Condé met les choses au clair

Le collectif des partis politiques (CPP) s'est retrouvé à nouveau ce lundi 17 janvier 2022 chez Sidya Touré président de l'UFR pour trancher sur cette question de porte-parolat du collectif des partis politiques. Prenant la parole, le secrétaire général de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée a mis les choses au clair.

« Une organisation doit avoir une tête. Mais cette tête qu'on a adoptée, c'est tournant. Ce n'est pas pour tout le temps. C'est tournant pour trois mois. Chaque trois mois, il y a une discipline de deux coalitions qui montent. C'est de cela qu'on a parlé. Ce n'est pas de s'approprier. On ne s'approprie pas de l'organisation. Mais c'est qu'il y ait au moins un répondant à l'extérieur. On dit que le président Cellou Dalein Diallo vient porter la parole et des actes que nous avons pris en commun. Les consentis que nous aurions développé de ceux qui l'ont chargé de communiquer et de traduire si vous voulez pour l'extérieur par rapport à toutes les personnes qui



travaillent avec nous. Et qui seront amenés à discuter et travailler avec nous. C'est ça le rôle du porte-parole. Il (Cellou Dalein) n'est pas le président. Il n'est pas le grand patron de l'organisation. Il ne décide pas », a expliqué Aliou Condé chez nos confrères de Djoma médias dans son émission phare "on refait le monde"

Par contre le président de l'UFR Sidya Touré annonçait tôt ce matin que le collectif n'avait besoin ni de président, ni de chef de file, ni de porte-parole permanent. C'est pourquoi, il dit n'est pas emballé par le choix porté à Cellou Dalein Diallo à ce poste.

Amadou Tidiane Diallo

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: l'indépendantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26 68
Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjo DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail: madalogo1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site
www.kefinafasso.com

Décès de Aminata Touré, mairesse de Kaloum

Son secrétaire général se souvient de leur dernier échange

Des travailleurs de la mairie de Kaloum ne sont pas restés en marge, suite au décès de leur patronne, Aminata Touré. Ils étaient nombreux à rallier le siège du PDG-RDA ce jeudi pour compatir à la douleur de la famille biologique de la défunte.



Il y avait à la tête de la délégation, le secrétaire général de commune de Kaloum, Djéli Mory Kourouma. Visiblement abattu, l'homme parlait à voix basse.

« Ce que je retiens d'elle,

elle a été vraiment une collaboratrice très humble, honnête dans ses relations et très serviable. Aujourd'hui, au niveau de notre administration, tout le monde est dans la désolation suite à cette

perte de madame *Camara Aminata Touré*. Pendant le temps qu'on a fait ensemble, elle a donné le souffle à l'administration communale. C'est une collaboratrice qui a rassemblé tout le monde,

qui a accepté beaucoup de choses. Parce qu'elle avait le dos large. Nous demandons au tout puissant Allah qu'il ait pitié de son âme. Nous demandons à l'ensemble de ses collaborateurs, puisque c'est un être humain, de pardonner tout ce qu'elle a fait au niveau de sa gestion, parce que ça peut arriver, c'est un être humain », a demandé le secrétaire général de la mairie de Kaloum.

Selon Djéli Mory Kourouma, Aminata Touré est partie à jamais avec deux projets majeurs à cœur pour la commune de Kaloum qu'elle aurait évoqué au cours de leur dernier échange. « Notre dernier échange, c'était par rapport à la validation de ses projets. On a échangé sur WhatsApp. Elle a dit ce jour, général moi je suis souffrante mais, je tiens beaucoup à deux projets. Je tiens aux travaux de pavage de la commune de

Kaloum... On ne devrait pas nous retirer cela. Battez-vous pour qu'on ait vraiment ces activités de pavage des routes de Kaloum. Ensuite, elle a parlé le cas des femmes. Parce que dans ses projets, elle avait aidé des groupements de femmes. Donc, elle tenait beaucoup à cœur l'affaire de la cuisine communautaire et les travaux de pavage. Parce qu'elle avait pris un engagement pour la jeunesse de Kaloum pour qu'elle ait de l'emploi », a expliqué Djéli Mory Kourouma, secrétaire général de la Commune de Kaloum

Pour rappel, Aminata Touré a été investie en 2018, aux termes des élections communales tenues le mois de février de la même année, pour être le maire en tant qu'exécutif communal de la mairie de Kaloum.

Mamadou KOUYATÉ

Direction régionale de la Santé de Conakry

Dr Bouna Yattassaye de l'ANSS à la commande

A travers un décret signé du président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, lu à la télévision nationale ce mardi, 18 janvier 2022, Dr Bouna Yattassaye a été nommé Directeur régional de la Santé de Conakry. Et 7 autres directeurs régionaux de la Santé ont été également nommés.

Ce sont : Dr Pépé Bilivogui, Directeur régional de N'zérékoré, précédemment médecin chargé de la lutte contre la maladie de N'zérékoré; Dr Thierno Ibrahima Kourouma, Directeur régional de la santé de Kankan, précédemment Directeur préfectoral de la santé de Koubia; Dr Sama Mamadou Chérif, Directeur régional de la santé de Faranah, précédemment chargé d'études au centre national de formation et de recherche en santé rurale à

Mafreinya; Dr Mariama Kankalabé Diallo, Directrice régionale de la santé de Mamou, précédemment Directrice préfectorale de la santé de Mamou; Dr Kassé Fangamou, Directeur régional de la santé de Labé, précédemment Directeur régional de la santé de Mamou; Dr Aboubacar Conté, Directeur régional de la santé de Boké : précédemment médecin chargé de lutte contre la maladie de Boké; Dr Oudy Bah, Directeur régional de la santé de

Kindia, précédemment Directeur régional de la santé de Labé.

A noter que : Ces dernières années, sous la présidence d'Alpha Condé, Dr Bouna Yattassaye a occupé le poste de DGA de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS). Avec Dr Sakoba Keïta, son chef hiérarchique, il s'est fait remarquer dans la lutte contre le Covid-19 qui nous colle à la peau depuis deux ans.

Kèfina Diakité



Jean Marc Telliano/RDIG

« Alpha Condé a été la cause de la chute de son troisième mandat »

Dans un entretien accordé à un de nos reporters ce Mercredi 12 janvier 2022, le président du RDIG après une longue Silence s'est exprimé sur la transition, les priorités du CNRD et la chute du régime d'Alpha Condé, pour Jean Marc Telliano Alpha Condé est la cause principale de la chute de son régime, dans cette interview, il donne le détail. Lisez.

Bonjour M. Jean Marc Telliano : est-ce que votre parti existe réellement aujourd'hui ?

Oui ! RDIGUE se porte très, très bien au moment où je vous parle parce que nous sommes en train de travailler d'arrache pieds pour la restructuration du parti.

La Guinée est dans une transition, elle a commencé le 5 septembre dernier. Aujourd'hui le pays a un président de la Transition, le Premier ministre est connu. Vous estimez qu'avec ses expériences diplomatiques, il peut aider le pays avec un pouvoir militaire ?

Ses premiers pas déjà rassure la population Guinéenne. Ce militaire est différent des autres militaires. Vous avez vu déjà la chronologie des actes qu'il est en train de poser. Moi je pense bien, ils sont sur le bon chemin.

Selon vous quels sont les priorités : les développements, les audits ou les élections ?

Vous savez, le gouvernement de transition n'est pas un gouvernement de développement. C'est de réunir avec les anciennes structures, mettre les structures des bases solides pour que nous ayons des institutions fortes au lieu



d'avoir des hommes forts.

Plusieurs leaders se positionnent déjà pour être nommés ministre ou aller servir le pays au niveau du CNT. Quelle est la place que le président du RDIG compte occuper durant cette transition ?

Je ne suis pas prêt à appartenir n'importe quel gouvernement de transition. Moi mon souci, c'est de se mettre au travail, restructurer mon parti pour le futur. Vous savez nous sommes guidés par la base. C'est la base qui nous donne la ligne de conduite. Le parti se repose sur sa base. C'est comme un général sans troupe, si le général ne suit pas sa troupe. Il devient un général en carton, donc ce

que la base décide, c'est ce que nous nous devons suivre. Notre intention n'est pas à appartenir à un gouvernement d'union nationale. Nous pouvons donner plus étant en dehors du gouvernement de transition avec l'expérience que nous avons depuis plus de 10 ans sur le terrain politique.

Pourtant c'est silence Radio, depuis Jean Marc Telliano ne parlait plus avant la chute d'Alpha Condé. Vous avez eu peur de votre grand frère au moment où les autres parlaient en prison ?

J'ai commencé avant la chute du professeur Alpha Condé à intervenir, il faut intervenir quand c'est nécessaire. Moi je ne cherche pas la notoriété, je suis connu déjà en Guinée.

Alors parlons des actes posés par les nouvelles autorités. Plusieurs rencontres ont été déjà organisés, vous êtes rassurés ?

C'est une logique que moi j'apprécie. Il faut écouter tout le monde, prendre le

point de vue de tout le monde, c'est ce qui a manqué à ses prédécesseurs parce que si tu n'écoutes pas les gens qui sont en train de gérer la chose publique pour prendre une décision, voir s'il y a lieu de faire une audite, ou ne pas le faire, on ne peut pas du but en blanche se lever auditer quelqu'un sans l'écouter. Il a demandé de fournir tous les rapports de leurs gestions. Je crois que c'est une chose normale, cette équipe a de bons conseillers, c'est comme s'ils avaient l'habitude de gérer la chose publique. La façon dont ils sont en train d'évoluer vraiment ça donne l'espoir au peuple de Guinée. A l'heure place, j'aurais procédé la même façon.

Ce qui est sûr, vous avez accompagné Alpha Condé même pendant le troisième mandat. Comment avez-vous accueilli sa chute ? Est-ce que vous êtes satisfait de ce que vous avez posé comme acte pour votre grand frère Alpha Condé ?

Je ne peux pas me réjouir

de la chute d'Alpha Condé. On ne peut se réjouir de l'humiliation dont il avait été victime, mais c'était quelque chose de prévisible. Il est responsable de la chute de son régime. Vous avez vu comment la Guinée marchait maintenant par la tête. C'était le président Alpha Condé qui gérait tout, le président était le chef de quartier, il était le maire, il était le gouverneur, il était le préfet et le médecin. Quand vous faites-tout, en fin de compte vous ne faites-rien. Tout était regroupé au sein de la présidence, la cherté de la vie, vous avez le panier de la ménagère, les difficultés que le peuple trainait. J'étais sidéré la fois dernière quand je suis rentré à Madina précisément à Boussoira, les rues qui étaient butinés à moins d'un an, vous avez l'impression que vous êtes dans Koundou léngué boungou où vous êtes vers Siguirini, vraiment c'est décevant.

Moi, s'il y avait lieu de refaire, je ne vais pas le refaire pour soutenir le président Alpha Condé. Vous pouvez demander les gens, il m'a traité de tous les noms d'oiseau. Aujourd'hui là où il est, quand il se remémorait de ce que je l'ai dit, il se dira que je lui avais dit la vérité. Moi je suis un ami à lui, je suis un petit frère à lui, ceux qui le flattait alors ne lui disait pas la vérité. Ils peuvent tous me le témoigner, je lui avais donné de conseil mais il n'a pas écouté, un mois après il a chuté. Je pense que là où il est aujourd'hui, il est en train de penser à son ami, son petit frère Jean Mark Telliano.

Transcrit par Alpha Amadou Diallo

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Adéquation formation-emploi

La ministre Diaka Sidibé fait une importance annonce

La patronne du département de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation a annoncé l'organisation les 26, 27 et 28 janvier, des journées de concertation et de formation au cours d'une conférence de presse qu'elle a animée ce vendredi, 14 janvier.



« Cartographie de filières et programmes de formation en République de Guinée, quel programme pour l'employabilité des diplômés issus de l'enseignement supérieur ». C'est le thème de la rencontre qui durera trois jours. L'initiative vise, selon les organisateurs, à impliquer les secteurs socio-

économiques dans la définition des compétences de formation, le suivi-évaluation ainsi que le financement direct et indirect des programmes de formation de l'enseignement supérieur.

« Selon l'autorité nationale d'assurance qualité (ANAQ), notre pays compte

aujourd'hui près de soixante-huit programmes de formation, répartis dans quarante-neuf institutions d'enseignement supérieur dont dix-sept publiques. Selon les chiffres compilés avec le bureau de stratégies et du développement du

ministère, ces programmes mettent, chaque année, sur le marché de l'emploi, plus de vingt-cinq mille, huit-cent soixante-six (25.866) diplômés dont cinq mille neuf cent cinquante-huit (5.958) filles qui peinent à trouver un emploi ou à créer leurs propres entreprises très malheureusement, pour des raisons probables d'inéquation entre la formation et les besoins des entreprises », a déploré Diaka Sidibé, ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation.

Justement, c'est pour résoudre ce paradoxe à travers la recherche des pistes de solution, poursuit Diaka Sidibé, que le département de l'enseignement supérieur organise ces journées de concertation. La démarche sert, selon elle, à définir les bases profondes de

l'employabilité des jeunes de Guinée.

« Pour réussir ce pari, cet événement doit s'inscrire dans la durée. Lui donner une régularité et récolter les fruits de nombreuses réformes engagées dans le domaine de l'enseignement supérieur. Ces journées de concertation ne seront profitables dans la seule condition d'en trouver des pistes de solutions et de les inscrire dans un processus d'amélioration continue de nos programmes de formation universitaire », a dit le ministre Diaka Sidibé.

A noter que ces journées de concertation sur la cartographie de filières et programmes de formation en République de Guinée se tiendront les 26, 27 et 28 janvier prochain au chapiteau du palais.

Mamadou KOUYATÉ

Guinée

8 coalitions politiques forment un forum et boudent L'ANAD-UFDG

La classe politique Guinéenne est loin de conjuguer le même verbe. Vingt-quatre heures après sa dernière rencontre sans parvenir à trouver une issue favorable pour le poste du porte-parolat. Le collectif des partis politiques (CPP) s'est réuni à nouveau ce mardi 18 janvier 2022 au siège de l'UFR pour former un forum des partis politiques afin de regarder dans la même direction. Ils sont entre autres : du FNDC politique, la CPR, la COPED, l'AD, la CPA, l'APAD, la COPAM et GDE-CODEG, dirigé par Sidya Touré et Dr Ousmane Kaba, l'ANAD et l'UFDG ont été mis de côté.

Au sortir de cette réunion qui s'est tenue à huis clos, Aliou Bah interrogé sur le sujet est revenu la raison de la création de cette entité politique : « nous voulons poursuivre les travaux sur les différentes thématiques que nous avons identifiées pour apporter notre contribution à la bonne marche de la transition. Ce sont des thématiques en rapport avec la constitution, l'organe de gestion des élections, le fichier électoral, le chronogramme et la durée de la transition entre

autres. Nous avons constitué des commissions qui sont en train de travailler afin de rendre public et de déposer aux autorités de transition, les différentes propositions qui sont formulées par les uns et par les autres » a souligné le leader du MoDeL.

De son côté, le président de l'Union des forces républicaines (UFR) et membre du FNDC politique indique : « Nous nous sommes réunis ici, en huit coalitions politiques. Et nous avons constitué un forum



des partis politiques. L'objectif est de travailler sur les cinq (05) thèmes qu'il vient de citer. Une fois qu'on a fini de déposer nos propres rapports, nous

allons répartir vers les autres pour dire est-ce que nous avons les mêmes points de vue sur la constitution, sur le fichier électoral. D'une façon ou

d'une autre, nous allons nous retrouver puisque les thèmes sont les mêmes » a conclu Sidya Touré.

Amadou Tidiane Diallo

Joachin Baba Millimono

« Le RPG n'a jamais été un ennemi, ce n'était qu'un adversaire politique... »

Joint par téléphone par nos confrères de FIM FM ce vendredi, 07 janvier 2022. Joachin Baba Millimono s'exprimait sur l'actualité sociopolitique du pays notamment la durée de la transition, la sortie du RPG arc en ciel, et les des conditions pour la reprise bientôt des assemblées hebdomadaires de son parti. Le coordinateur adjoint de la cellule de communication de l'UFDG signe et persiste que le port de bavettes sera obligatoire pendant l'assemblée hebdomadaire du parti ainsi que la carte vaccinale pour être admis dans la salle. Interview.

M. Joachin Baba Millimono Bonjour, vous avez entamé ici et pour trois jours une opération de vaccination des populations au niveau de grand Conakry, d'où est venue l'initiative et quel est le but visé ?

Vous savez depuis l'apparitions du COVID dans notre pays, des dispositions ont été prises par les autorités sanitaires et les autorités politiques au sein du gouvernement. Et nous à l'UFDG avons suivi à la lettre les différentes recommandations qui ont été édités. Nous n'avons pas cessé de motiver nos militants et sympathisants, l'ensemble des citoyens à observer scrupuleusement ces règles sanitaires parce qu'avant tout si nous nous aimons, nous devons nous protéger contre ce COVI- 19, et également protéger toutes celles et ceux que nous aimons.

Nous avons programmé l'ouverture



officielle de notre siège le 08 janvier ; malheureusement la montée crescendo du taux de contamination a fait obstacle, nous avons décidé de reporter cette ouverture officielle en lieu et place de cet évènement grandiose, faire une compagnie de vaccination pour l'ensemble de population de grand Conakry bien sûr en priorité. Nos militants et sympathisants. Après tout c'est pour eux que nous faisons ça dans un premier temps. Vous avez vu, vous êtes vous-

mêmes venus vous vaccinez en même temps que vous faites cette couverture. Nous ne faisons pas de distinguo ici, ce n'est pas les cartes de membres que nous demandons, c'est simplement la passe vaccinale à renouveler. Le port de bavette que nous conseillons les uns et les autres, ici ce n'est pas l'UFDG, ce n'est pas l'ANAD, c'est le Guinéen tout cour qui compte.

Alors dans le communiqué Vous avez été clair ; après cette compagnie qu'est-ce que vous allez dire aux militants qui ne vont pas se vacciner, qui pensent qu'ils peuvent venir assister aux différentes Assemblées

La consigne est claire. Et d'ailleurs vous voyez le slogan : c'est, Tous vacciner ! tous protéger ! Nous allons faire tout pour que tout le monde se fasse vacciner. Vous savez que d'habitude quand le président Cellou Dalein Diallo donne un mot d'ordre, il est suivi à la lettre et que donc l'invitation qu'il aurait fait pour se faire vacciner, elle va être bien entendu. Nous espérons que les 72 heures là vont être des journées pleines, des journées mémorables, il faut que tout le monde se fasse vacciner Maintenant son ouverture, il ne suffit pas de se faire vacciner, il faut se munir d'une passe vaccinale, le carnet vert qu'on vous remet après que vous

êtes vaccinés. Deuxièmement ; il faut absolument porter le masque sans quoi, nous n'avez accès à notre siège.

Le suspense a duré toute la journée d'hier, dans le coût de 18 heures la nouvelle est tombée : le RPG a décliné l'offre. Pour le RPG ce n'est pas nécessaire de rejoindre ce collectif des partis politiques (CPP), aujourd'hui quelle est votre réaction après avoir entendu la décision du RPG arc en ciel ?

En écoutant le RPG une seule expression a retenu mon attention, le collectif regroupé au siège de l'UFDG...c'est qu'il y a une arrogance. Il y a un dédain. Vous savez que le RPG a toujours détesté Cellou Dalein Diallo et de l'UFDG, alors que nous dans notre for intérieur, notre philosophie, nous avons conseillé nos militants et sympathisants que le RPG n'a jamais été un ennemi, ce n'était qu'un adversaire. Et notre adversaire de ces derniers 24 mois c'était plutôt Alpha Condé et son gouvernement. Le RPG, il y a longtemps qu'on a cessé de le calculer. Maintenant aujourd'hui le contexte appel

les uns et les autres à sursoir les égos, à sursoir à tout querelle pour parler de d'une même voix

Ce vendredi matin depuis que le président de la transition s'est adressé aux Guinéens à l'occasion de nouvel an, comment vous avez trouvez le discours du colonel Doumbouya ?

Pas très rassurant, la classe politique ne cesse de le dire. Nous continuons à mobiliser les uns et les autres à inviter chacun et chacune à rejoindre la mouvance politique actuelle afin d'aider les autorités notamment le président de la transition à comprendre l'essentiel.

Quand il a parlé des élections et pourtant il a parlé des assises et des grands sentiers, vous vous n'êtes pas rassuré.

Un chauffeur qui embarque des passagers doit savoir à quelle gare il s'arrête. Vous ne pouvez pas prendre à bord des passagers faire 100 km ou 200 km et dire aux passagers où allons-nous ? ça ne marche pas. Ça veut dire quoi ? vous avez eu le temps d'organiser un coup d'Etat, vous l'avez réussi, vous avez constitué un gouvernement. Vous avez élaboré une charte, il faut que vous ayez une dette line. C'est bien beau de parler d'élection, mais c'est encore mieux et mieux de parler du délai de la transition...Nous aurions aimé que M. Doumbouya dise : nous ouvrons une transition d'un an six mois...Nous ne voulons pas d'une transition bâclée. Nous n'accepterons pas, non plus une transition incommensurable. Il faut que nous soyons fixés et c'est très important.

Transcrit par
Alpha Amadou Diallo

Billet

J'entends des enseignants déclarer qu'ils n'ont pour mission que d'instruire les enfants, que l'éducation de ceux-ci relève de leurs parents. J'admets pour ma part que si les parents sont tenus de jeter les bases de l'éducation, l'école ne saurait se dérober de sa mission éducatrice sans laquelle elle ne produirait que des robots, des êtres sans

L'indépendant

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures

OYE GUILAVOGUI / PDG-RDA

« Le RPG...doit faire preuve de maturité »

Le collectif des partis politiques (CPP) réuni en assemblée générale ce lundi, 10 janvier 2022 au siège de PADES dans la commune de Ratoma pour parler de la transition Guinéenne. OYE GUILAVOGUI Secrétaire général par intérim du PDG-RDA, Joint par téléphone par un confrère de FIM FM, invite le RPG arc en ciel pour mieux réussir la transition à faire preuve de maturité et rejoindre le collectif des partis politiques pour mieux proposer durant cette transition. Et par ailleurs, parlant de la lourde sanction de la CEDEAO qui pèse sur le Mali et la Guinée, Oyé Guilavogui pense que ces deux pays sont souverains dans la prise des décisions et sur les questions nationales. Interview.

Bonjour M. Oyé Guilavogui : Au Mali, la junte militaire est sanctionnée par la CEDEAO, des mesures à effet immédiat, sans attendre la junte a réagi et rappelé tous ses Ambassadeurs en Afrique de l'Ouest entre autres. Comment vous commentez cette décision ?

Je crois que quand on prend la CEDEAO, il faut citer le contexte. La CEDEAO a été créée dans un idéal plus particulier. Et nous constatons qu'aujourd'hui que ces Etats sont particulièrement en porte à faux, à l'origine il fallait aller vers la CEDEAO des peuples. CEDEAO des peuples pour aboutir à un Etat continental, au jour d'aujourd'hui vous vous rendez compte tout comme nous (la Guinée. Ndlr) que cette CEDEAO est penchée aux questions personnelles liés aux chefs d'Etats qui sont souvent victimes de mal gouvernance parce qu'en réalité, les coups d'Etats sont fruits de ce process-là. Donc aujourd'hui prendre ces décisions contre le peuple Malien, nous pensons que ce n'est pas normal en tout cas pour le PDG-RDA. Le peuple Malien est souverain sur des questions nationales. Et des solutions plus endogènes doivent être privilégiés et à l'issue de ça, on pourrait aider le peuple Malien à avoir une transition apaisée.

Vous n'avez pas peur que le même sort ne soit réservé à la Guinée dans les prochaines jours ou mois ?

Encore une fois le peuple de Guinée est souverain sur toutes les questions liées à

la transition. Qu'on nous laisse régler nos problèmes à l'interne, peu importe la façon dont ils doivent être réglés. C'est à nous de pouvoir faire des propositions à la CEDEAO, à l'Union Africaine pour quelle puisse s'aligner afin que le peuple de Guinée puisse avoir une transition réussie et apaisée ; c'est une question de souveraineté nationale si vous voulez bien.

Votre collectif CPP a lancé ses activités c'était ce lundi, 10 janvier 2022 au siège de parti PADES. Dites-nous quel est l'objectif recherché, mieux quels sont les décisions prises déjà ?

Les décisions qui ont été prises aujourd'hui vont dans le cadre de pouvoir mieux raffermir nos relations, nos liens. A l'issue de cela il est question de voir comment peut-on mieux apporter nos modestes contributions à l'évolution de cette transition. Que nous ne soyons pas considérés comme des adversaires parce en réalité, depuis le 5 septembre nous continuons à apprécier les orientations du CNRD, toutes les décisions qui ont été prises vont en réalité dans l'avantage du peuple de Guinée. Je crois que c'est ce qui est plus réconfortant.

Pour plusieurs observateurs cette union ne va pas durée c'est juste pour un petit temps, êtes-vous d'accord ?

C'est une réalité, le débat même ne se pose, c'est une réalité. Ce qu'on doit comprendre ; c'est que d'une manière ou d'une autre, nous sommes des adversaires politiques mais sur certaines questions nous

sommes obligés de nous aligner ensemble parce qu'aujourd'hui d'ailleurs il n'y a pas d'opposition ni de la mouvance, c'est la classe politique au sens général du terme. Donc on peut bien se mettre ensemble sur des questions d'un futur proche pour voir si on peut s'entendre et essayer d'aller de l'avant. Mais la finalité, c'est qu'ils sont tous appelés à être candidat aux prochaines dont l'adversité facto est là.

Pendant ce temps le RPG arc en ciel refuse de participer aux activités de votre collectif, n'est-ce pas le premier échec ?

C'est le RPG qui doit faire



preuve de maturité parce que là, il n'y a pas de question de mouvance ni d'opposition. Il doit sortir de toutes ses considérations liées à des positions partisans. Je pense qu'aujourd'hui, nous avons tout intérêt y compris le RPG de nous mettre dans le même bateau et essayer de discuter les questions nationales en fonction des objectifs à court termes. A

l'issue de ça, chacun peut prendre son bout de chemin. En réalité ça ne devait pas poser de problème parce que là, vous avez des partis d'alors qui étaient de la mouvance, il y en a d'autres qui étaient de l'opposition, bref c'est la classe politique sans aucune forme de considération.

Transcrit Une synthèse d'Alpha Amadou Diallo

Guinée

Le parti d'Alpha Condé et ses alliés lancent un appel...



Alors qu'Alpha Condé est arrivé aux Emirats Arabes Unis pour des soins médicaux, l'ancien parti au pouvoir et ses partis alliés ont lancé un appel ce mercredi 19 janvier 2022 à

leurs structures

Dans une déclaration lue ce jour à leur QG, le RPG arc en ciel et ses partis alliés ont indiqué avoir suivi avec beaucoup de « soulagement

la décision prise par les autorités de la transition et de la CEDEAO favorisant le départ de l'ancien président pour Abu Dhabi afin de suivre des examens et soins médicaux ».

Ils invitent leurs structures sur l'ensemble du territoire national et à l'extérieur à « demeurer mobilisés et à maintenir la régularité des réunions ».

Le RPG arc en ciel et ses partis alliés renouvellent leur engagement à « participer pleinement au processus de transition dans un esprit de dialogue, de paix, de construction institutionnelle et de la démocratie ».

Oumar Bady Diallo

Plan de relance économique, régularisation des contractuels...

Compte-rendu conseil des ministres

Compte rendu de la session ordinaire du conseil des ministres du jeudi 13 janvier 2022. La session ordinaire du Conseil des Ministres s'est tenue ce jeudi 13 janvier 2022 de 10h à 12h sous la haute autorité de son Excellence Monsieur le Président de la Transition, Président du CNRD, Chef de l'État, Chef suprême des Armées, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA

Les points suivants étaient inscrits à l'ordre du jour :

MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT

DE LA TRANSITION, PRÉSIDENT DU CNRD, CHEF DE L'ÉTAT, CHEF SUPRÊME DES ARMÉES.

II. COMPTE RENDU DE LA SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL

INTERMINISTÉRIEL DU MARDI 11 JANVIER 2022.

III. RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS.

IV. DIVERS

I. MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION

Au titre du premier point de l'ordre du jour, Son Excellence Monsieur le Président de la Transition, **Colonel Mamadi DOUMBOUYA**, a instruit le Gouvernement de procéder à un réexamen du Cadre organique des départements ministériels en rationalisant le nombre de postes, en limitant par exemple à cinq le nombre de conseillers. Cette restructuration doit également permettre d'éliminer les conflits de compétence.

C'est dans ce même cadre que le Président de la République a instruit le Ministre des Affaires Étrangères, des Guinéens de l'Étranger et de l'Intégration Africaine de prendre rapidement toutes les dispositions utiles pour une réforme profonde et efficace de la diplomatie guinéenne.

Sur la situation des bourses d'études, le **Colonel Mamadi DOUMBOUYA** a instruit le Ministre des Affaires Étrangères de faire la situation des bourses disponibles en collaboration avec les Ambassades.

Pour ce qui concerne le maintien de l'ouverture des frontières avec la République du Mali, le



Président de la Transition a indiqué que cette décision devrait permettre de renforcer les liens séculaires d'amitié entre la République sœur du Mali et la Guinée. Il a aussi souligné qu'au vue de l'évolution de la situation, des mesures sont à l'étude pour faciliter la mobilité des personnes et de leurs biens en sécurité.

Au plan des Infrastructures, le **Colonel Mamadi DOUMBOUYA** a indiqué que la finalisation des travaux de bitumage de la Route Nationale N°1 est une priorité. Il a demandé au Ministre des Infrastructures et des Transports de se pencher sur la question des indemnités des personnes impactées par le déguerpissement sur le tracé de la route, soulignant toutefois que l'intérêt public doit primer sur les intérêts individuels dans le respect des droits de chacun.

II. COMPTE RENDU DE LA SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL INTERMINISTÉRIEL DU MARDI 11 JANVIER 2022.

Dans sa communication, le Premier Ministre, **Chef du Gouvernement, Monsieur Mohamed BEAVOGUI** a évoqué la situation économique du pays rappelant à l'ensemble des membres du gouvernement que le baromètre de la performance économique du pays est l'amélioration

du bien-être de la population. Par conséquent, il a instruit au Ministre de l'Économie, des Finances et du Plan de préparer assez rapidement des mesures de relance économique à présenter lors du prochain Conseil de Coordination Économique et des Reformes.

De même, il a mentionné qu'il faut commencer à payer toutes les dettes intérieures inférieures à 500 millions de GNF afin de favoriser les Petites et Moyennes Entreprises (PME). En outre, le Premier Ministre a informé le Conseil qu'une grande partie des lettres de mission a été finalisée et que le reste le sera cette semaine. Il a également rappelé aux membres du Gouvernement le circuit adopté pour les projets de décrets à savoir : arbitrage et validation au niveau du Ministre de la Fonction Publique, ensuite transmission pour vérification de conformité au Secrétariat Général du Gouvernement, enfin transmission pour révision et visa de la Primature.

Le Premier Ministre, chef du Gouvernement a demandé un respect scrupuleux de ce circuit. Enfin, **M. BEAVOGUI** a invité les Ministres à travailler étroitement avec leurs collaborateurs nommés par décret présidentiel.

Au titre

des **communications, le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME** a fait une communication relative à l'organisation de la 2ème édition du Guinea Investment Forum II (GUIF 2) qui se tiendra en marge de la Journée nationale de la Guinée à l'Exposition universelle de Dubaï, du 12 au 14 février 2022.

Au cours du débat, plusieurs membres du gouvernement présents se sont exprimés. Les avis ont porté notamment sur :

▫ L'utilité de faire circuler une note à ce sujet aux membres du gouvernement.

▫ L'assurance d'une participation effective de très haut niveau du gouvernement.

▫ La nécessité que le Ministre du Commerce de l'Industrie et des PME fasse le tour des autres ministères concernés pour discuter de leurs projets respectifs ainsi que leur niveau de maturité.

Le Ministre de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation a fait une communication relative à la situation des boursiers guinéens à l'étranger. Après examens minutieux, le Ministre a relevé les dysfonctionnements suivants :

▫ Le manque de transparence dans

l'attribution des bourses aux lauréats du baccalauréat ;

▫ La faiblesse des bourses payées mensuellement aux étudiants (de 40-60 dollars américain) ;

▫ La non connaissance des effectifs réels des étudiants boursiers à l'étranger et ;

▫ L'absence de politique incitative pour le retour des étudiants diplômés au pays.

Au cours du débat, plusieurs membres du gouvernement se sont exprimés. Les avis ont porté entre autres sur l'exigence d'établir une cohésion entre les services à la Présidence, au Ministère de l'Enseignement Supérieur et au Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'alphabétisation dans la gestion des bourses extérieures en Guinée. De même, le Conseil a été informé du travail effectué à la demande de la Présidence dans le cadre de l'assainissement de la gestion des boursiers et l'état des lieux de l'effectif des étudiants guinéens à l'étranger.

III-RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS.

Au terme du débat, le Conseil a remercié et félicité le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME, et a fait les recommandations ci-après :

ü S'assurer que les projets sélectionnés sont en parfaite adéquation avec la vision du CNRD, du Gouvernement et le cadre logique déjà développé.

ü Sélectionner prioritairement les projets matures et prêts pour un financement.

ü Optimiser la présence de la délégation guinéenne et saisir l'opportunité pour « vendre » le potentiel économique de la Guinée. A cet effet, les Ministres

(Suite à la page 9)

Plan de relance économique, régularisation des contractuels...

Compte-rendu conseil des ministres

économiques doivent préparer un document récapitulatif des avantages comparatifs de la Guinée en matière d'investissement.

Proposer un planning détaillé des différentes activités à mener à Dubai.

Le Conseil a également remercié et félicité chaleureusement le Ministre de l'Enseignement Pré-Universitaire et de

l'Alphabétisation pour sa communication. Il a remercié également le Ministre Directeur de Cabinet et le Ministre Secrétaire Général pour le travail déjà accompli à la Présidence dans le dossier des Boursiers. Enfin, le Conseil a recommandé aux différentes entités de travailler en équipe et dans un premier temps de faire un état exhaustif de l'ensemble des étudiants guinéens à

l'étranger. Ensuite de revoir les processus d'attribution des bourses afin d'en assurer la transparence et l'équité. Enfin, il a été recommandé au Ministre Secrétaire Général de la Présidence de compiler tous les résultats et de faire des propositions concrètes lors d'un prochain Conseil Interministériel.

IV- IV – DIVERS

Le Ministre de la Sécurité et

de la Protection Civil a informé le conseil de l'interruption momentanée de la distribution de passeports due au concessionnaire qui ne respecte pas ses engagements.

Le ministre de la Fonction Publique a demandé aux membres du gouvernement de lui faire parvenir la liste de leurs personnels contractuels en vue d'une régularisation potentielle.

Conakry, le 13 janvier 2022

Rose Pola Pricemou,
Ministre de
l'Information et de la
Communication,
En lieu et place de
Ousmane Gaoual
Diallo, Ministre de
l'Urbanisme, de
l'Habitat et de
l'Aménagement du
Territoire, Porte-Parole
du Gouvernement
Transmis par la Cellule
de Communication du
Gouvernement

Bras de fer Mali-CEDEAO

Les conseils d'un ancien ministre de transition en Guinée

Dimanche dernier, suite à une réunion extraordinaire tenue au Ghana, les dirigeants de la CEDEAO ont pris de lourdes sanctions contre les putschistes au Mali.



L'institution sous-régionale exige des autorités maliennes, l'organisation rapide des élections pour retour à l'ordre constitutionnel. Mais pour y arriver, Assimi Goïta et ses hommes demandent cinq ans. Ce que la CEDEAO ne veut pas entendre. Voilà pourquoi elle a décidé de sanctionner les dirigeants de la transition malienne en demandant notamment aux pays membres de fermer leurs frontières avec le Mali. L'institution aussi décidé de geler les comptes du pays et de ses dirigeants.

Réponse du berger à la bergère. Le Mali a décidé lui aussi de fermer ses frontières avec les pays concernés.

Interrogé sur ce sujet

brûlant de l'actualité, Idrissa Chérif, a donné des conseils à la junte malienne. Pour cet ancien ministre de la communication pendant la transition (2008-2010) en Guinée, le Mali n'a aucun intérêt à engager un bras de fer avec la CEDEAO. Selon lui, aucun pays ne peut gagner contre la CEDEAO.

« La CEDEAO est une organisation sous-régionale, elle est l'émanation des peuples de la sous-région, donc les pays de l'Afrique de l'ouest excepté la Mauritanie. Les sanctions de la CEDEAO contre le Mali sont très fortes mais il ne faudra pas que le gouvernement malien s'engage à un bras de fer

avec la CEDEAO. Aucun État n'a gagné contre la communauté internationale. Il faut que les maliens revoient un peu leurs copies, qu'ils invitent la CEDEAO à une discussion franche. Je pense qu'après discussion, les choses pourront s'alléger sinon ça sera difficile pour eux de s'en sortir. Nous savons tous que le Mali est un pays très enclavé, qui n'a pas accès à la mer, qui dépend de la Côte d'Ivoire et du Ghana en terme de fournitures de courant électrique. Il faut que les militaires revoient leurs copies sinon ça risque de fragiliser plus ou moins l'économie malienne qui n'est pas en bonne santé. De la troisième place, le Mali se retrouve aujourd'hui à la sixième place sur les pays membres de la CEDEAO économiquement parlant. Ils ont un problème politique et un problème sécuritaire. Il faut qu'ils essayent de régler tout ça. Je demande aux organisations qui sont en place au Mali de ne pas couper ses rapports et de continuer la discussion avec la CEDEAO », a-t-il déclaré.

A noter que le gouvernement guinéen a néanmoins décidé de ne pas fermer ses frontières avec le Mali

Diop Ramatoulaye

Mali

Pourquoi, malgré les sanctions, les avions militaires français continuent leurs rotations



Accusée par Bamako d'avoir violé l'espace aérien malien, l'armée française assure que ses vols ne sont pas concernés par les sanctions imposées au Mali par la Cedeao.

L'affaire est symptomatique des tensions actuelles entre Paris et Bamako. Dans un communiqué publié le 12 janvier, le gouvernement malien de transition s'est indigné qu'un Airbus A400M de l'armée française ait effectué la veille un aller-retour Abidjan-Gao « en violation manifeste de [son] espace aérien ».

Il ajoute avoir « dénoncé » cette violation auprès des autorités françaises « qui ont, au demeurant, décidé de soutenir les sanctions de la CEDEAO, parmi lesquelles figure la fermeture des frontières

terrestres et aériennes de ses pays membres [au] Mali ». « Nous déclinons toute responsabilité relative aux risques auxquels les auteurs de ces pratiques pourraient s'exposer, en cas de nouvelle violation de notre espace aérien », conclut Bamako.

« Gesticulation des autorités maliennes »

Face à ces menaces à peine voilées, sur fond d'imbroglie sur les modalités d'accès à l'espace aérien malien depuis l'embargo décidé par la Cedeao, Paris a vite contre-attaqué. « Il y a eu une forme de gesticulation d'une partie des autorités maliennes dans cette affaire, mais tout est rentré dans l'ordre », assure une source militaire française.

Jeune Afrique.

Guinée

Pourquoi le départ d'Alpha Condé soulève des inquiétudes ?

Le départ d'Alpha Condé de la Guinée pour les Emirats Arabes Unis officiellement pour des soins médicaux, continue de soulever des inquiétudes. Et pour cause :

Son voyage intervient dans un contexte où la justice guinéenne vient d'ouvrir des enquêtes sur les crimes commis sous son régime. Au sein du FNDC qui a souffert le martyr ces deux dernières années, l'on craint que ce voyage médical ne soit une aubaine pour l'ancien chef d'Etat pour s'offrir un « exil doré ».

En Guinée, 99 personnes ont été tuées, selon l'opposition, dans le sillage du combat contre le troisième mandat. Le Front anti troisième mandat a salué cette semaine l'ouverture des enquêtes sur ces crimes.

Espérant la démarche entreprise par le parquet Général contribuera à

rendre justice aux nombreuses victimes des crimes d'Etat, le FNDC appelle le CNRD à tout faire pour ramener Alpha Condé en Guinée pour faire face à la justice, si nécessaire.

« Le CNRD doit tout faire pour ramener M. Alpha Condé après ses soins médicaux. Nous ne souhaitons pas qu'il profite



de cette situation pour s'offrir un exil doré », indique Ibrahima Diallo, chargé des opérations du FNDC.

L'on sait peu de choses les conditions du retour d'Alpha Condé, chassé du pouvoir en Guinée, le 05 septembre

dernier, par un coup d'Etat. Dans un communiqué laconique, le CNRD a précisé que l'ancien chef d'Etat sera de retour dès la fin de ses soins, sans d'autres détails.

Africaguinee.com

Conduite de la transition

Djani Alpha adresse un message « fort » à Mamadi Doumbouya

Djani Alpha, l'auteur de l'album « Chef Rebel », le cinquième de ses dix ans de carrière musicale, était invité dans les Grandes Gueules d'Espace ce jeudi, pour parler de la sortie officielle de cet album dont on ne connaît pas encore bien le contenu.



Répondant à quelques questions des chroniqueurs des Grandes Gueules, en lien avec le processus de la transition en cours, notamment la durée de cette période exceptionnelle, Djani Alpha a commencé par faire rire ses interlocuteurs, en disant : « **Le camarade Colonel, tu es rentré dans problème (rire)** ».

Toutefois, s'adressant vraiment au colonel Mamadi Doumbouya par rapport à la conduite de la transition, Alpha Midiaou

Bah dit Djani Alpha a insisté sur le fait que ce dernier doit respecter ses engagements: « Si j'ai un message à lui donner, c'est de rester sur les principes de base qu'il nous a donné. C'est-à-dire, cet homme avec ce béret rouge, avec ses lunettes qui est devant tout le monde (sur les réseaux sociaux et télévision nationale ndr) et qui a dit, on **ne va plus violer la Guinée**, on va lui faire l'amour. Et que la Justice sera notre boussole. Il doit rester droit dans ses

bottes », a-t-il martelé.

Le rappeur Guinéen qui dit avoir vu en Mamadi Doumbouya le caractère d'un homme du peuple africain à l'image d'Ahmed Sékou Touré de la Guinée, Nelson Mandela d'Afrique du sud, Thomas Sankaran du Burkina Faso, Jerry Rawlings du Ghana, Léopold Sédar Senghor du Sénégal et Patrick Lumumba du Congo, a invité celui-ci à maintenir cette attitude. « Comme je disais, je l'ai vu, il était debout seul au sommet de

la montagne. Le cheveu blanc à la Mandela, le béret rouge de Sankara, la plume de Léopold Sédar, l'audace de Sékou Touré, l'engagement à la Rawlings, la jeunesse de Lumumba, c'est l'homme du peuple africain. Moi, j'ai envi que le colonel Doumbouya soit l'homme du peuple africain. J'ai envi que le message de la nouvelle Afrique vienne de la Guinée. En Guinée, on est habitué à donner l'exemple. Ça, c'est historique. Depuis 58, on donne l'exemple à l'Afrique. J'espère que le colonel Doumbouya et toute son équipe auront la grandeur qu'ils ont eu, quand ils se sont assignés qu'ils ont

décidé de prendre leur responsabilité le 5 septembre. J'espère qu'ils auront cette grandeur d'aller jusqu'au bout. Mais, une fois, comme je vous le dis et je le réitère, le CNRD vous n'êtes pas seuls. Cette transition n'est pas que la votre. C'est la transition de tous les Guinéens », a expliqué l'artiste engagé.

Revenant à la durée de la transition, Djani Alpha estime qu'il faut créer toutes les instances et institutions qui vont permettre aux acteurs concernés par le processus d'avoir des débats constructifs pour l'avenir de la Guinée.

Mamadou KOUYATÉ

Billet

Nous autres citoyens, vivons sous l'empire de la publicité. Les médias de tous supports nous en matraquent la vue et l'ouïe jour et nuit au point qu'on est menacé de devenir des pantins de la société de consommation. Il y a lieu de garder la tête sur les épaules

Walaoulou BILIVOGUI

CAN 2022

La Guinée neutralise un Sénégal peu inspiré

À Bafoussam, le Sénégal et la Guinée se sont quittées sur un triste match nul ce vendredi 14 janvier pour le compte de la deuxième journée (0-0). En cas de victoire, une des deux équipes aurait déjà pu se hisser en huitièmes de finale.

Après avoir remporté de justesse son premier match face au Zimbabwe à la faveur d'un penalty transformé par Sadio Mané en fin de rencontre, les Sénégalais, toujours diminués par la pandémie de Covid-19, affrontaient les voisins guinéens. Un derby qui pouvait déboucher sur une qualification en huitièmes de finale en cas de victoire.

Si les Lions de la Téranga avaient l'avantage des statistiques face au Syli national, - vainqueurs de leurs deux précédents derbies en Coupe d'Afrique des nations-, ils ont bien eu du mal à prendre en main la partie, surtout en première période. Faibles techniquement, les finalistes de la dernière CAN, n'ont jamais pu faire douter la



Guinée lors des quarante-cinq premières minutes.

Morgan Guilavogui avait le but du 1-0 au bout du pied

Pire, ils ont été bousculé à plusieurs reprises. Comme à la 31^e minute où Morgan Guilavogui aurait pu ouvrir le score, bien lancé par Naby Keita. Sa frappe est un

peu trop écrasée. Le Sénégal, première nation africaine au classement Fifa, n'est pas à la hauteur. Si Sadio Mané arrive parfois à obtenir des coups de pieds arrêtés, le joueur de Liverpool ne profite pas d'un coup franc aux 20 mètres face au but. Le ballon

termine dans le mur adverse (15^e).

En seconde période, le Sénégal a accéléré un peu et pris le jeu à son compte. À la 56^e minute, Abdou Diallo a claqué une belle tête que le gardien Aly Keita a dû repousser en corner. Juste avant, Bouna Sarr,

s'est illustré à deux reprises. Tout d'abord sur un coup franc enroulé (53^e) et ensuite sur un centre au premier poteau (55^e). À la 67^e minute, Sarr, très remuant, a aussi croisé un peu trop une frappe devant le but.

Le Sénégal qui avait reçu un bon coup de main de la part des zimbabwéens lors de son entrée dans la compétition n'a pas vraiment brillé en ce début d'après-midi du côté de Bafoussam où il faisait près de 35 degrés. Il lui faudra attendre son dernier match de poule face au Malawi, un adversaire largement à sa portée sur le papier, pour définitivement valider sa qualification pour les huitièmes.

Franceinfo.com

CAN 2022

Place aux huitièmes de finale avec Cameroun-Comores en vedette

Les huitièmes de finale de la CAN 2022 démarrent ce dimanche 23 janvier sans le champion d'Afrique en titre, l'Algérie, qui a vécu, à la surprise générale, un premier tour catastrophique. Le Sénégal, vice-champion, fera face au Cap-Vert, un adversaire qui n'est pas dangereux sur le papier. Mais la CAN réserve toujours des surprises, comme la qualification au deuxième tour des Comores qui défieront le Cameroun, pays hôte.

Le Nigeria était déjà assuré de sa qualification pour les huitièmes de finale grâce à deux victoires probantes en deux rencontres, dont une sur l'Égypte (1-0) de Mohamed Salah. Lors du troisième match de poules les Nigériens ont battu la Guinée-Bissau. Les Super Eagles affronteront la Tunisie pour débiter leur deuxième tour. Il s'agit de la même affiche que la petite finale de 2019 remportée par la Nigériens (1-0).

Un Sénégal décevant en huitièmes

L'Égypte a assuré sans trembler sa place en 8^e de finale en dominant le Soudan (1-0), lors de la troisième journée, trop limité pour résister à la bande à

Mohamed Salah. La Côte d'Ivoire, non qualifiée pour le Mondial au Qatar, fera face à l'Égypte, un duel de choc en vue. Les Ivoiriens ont battu largement le champion d'Afrique, l'Algérie, lors de leur troisième sortie (3-1).

Le Sénégal, toujours aussi décevant, a assuré sans gloire la première place de son groupe après un nouveau 0-0, contre le Malawi, suivi de la Guinée, également décevante. Un seul but, sur penalty, en trois matches, a donc suffi aux Sénégalais pour se qualifier et rester à Bafoussam pour son huitième de finale, le 25 janvier.

La Guinée aussi a beaucoup déçu contre le

Zimbabwe pour son dernier match de poules : battue 2-1 à Yaoundé, elle a conservé sa deuxième place et affrontera la Gambie, la belle surprise du premier tour.

Les Comores au deuxième tour

Les « Lions de l'Atlas » ont remporté la première place du groupe C, devant les « Panthères ». Le Maroc jouera son huitième de finale, le 25 janvier, contre le Malawi. Le Gabon affrontera le Burkina Faso le 23 janvier à Libé dans la première affiche connue des huitièmes de finale, sans les deux stars du Gabon Pierre-Emerick Aubameyang et Mario Lemina, rentrés dans leur

club.

Les Comores pour leur première participation à une phase finale de CAN se hissent en huitièmes de finale. Les Comoriens héritent du Cameroun, le pays hôte, qui a terminé à la première place du A. Il faudra faire face aux assauts de Vincent Aboubakar, meilleur buteur de la compétition lors de la phase de poules. Mais les Cœlacanthes ont visiblement des ressources, ils ont signé un magnifique exploit contre le Ghana (3-2).

Dimanche 23 janvier

Burkina Faso – Gabon à

17h (16h TU)

Nigeria – Tunisie à 20h (19h TU)

Lundi 24 janvier

Guinée – Gambie à 17h (16h TU)

Cameroun – Comores à 20h (19h TU)

Mardi 25 janvier

Sénégal – Cap-Vert à 17h (16h TU)

Maroc – Malawi à 20h (19h TU)

Mercredi 26 janvier

Côte d'Ivoire – Égypte à 17h (16h TU)

Mali - Guinée équatoriale à 20h (19h TU)

Les tensions entre l'Ukraine et la Russie

L'Ukraine accuse Moscou de masser des soldats à sa frontière pour préparer une attaque. Derrière ces manœuvres militaires se trame également une lutte d'influence entre la Russie et les Etats-Unis.



Un nouveau conflit en UKRAINE est-il inévitable ? Malgré une semaine de pourparlers, Russes et Occidentaux campent toujours sur des positions divergentes. Le chef de la diplomatie américaine Anthony Blinken doit retrouver son homologue russe Sergueï Lavrov, vendredi 21 janvier, à Genève, pour tenter de faire avancer les négociations. Les Européens et les Américains accusent Moscou de se préparer à "une attaque" en Ukraine, mais le Kremlin rejette ces accusations et affirme se défendre contre toute expansion de l'Otan.

Dernières discordes en date : une cyberattaque menée contre les sites de plusieurs ministères ukrainiens, que Kiev impute à Moscou, et l'arrivée en Biélorussie de troupes russes, qui mènent des exercices "impromptus" de préparation au combat aux frontières de l'UE et de l'Ukraine. Une invasion est-elle vraiment possible ? Que cherche à faire Vladimir Poutine ? Pourquoi Kiev cherche à tout prix à rejoindre l'Otan ?

Que se passe-t-il à la frontière ?

Depuis l'automne 2021, la guerre entre les séparatistes russes et l'armée ukrainienne dans la région frontalière du Donbass, dans l'est de l'Ukraine, connaît un regain de tensions. Fin octobre,

des vidéos ont commencé à circuler sur les réseaux sociaux, montrant des mouvements de troupes et autres armes lourdes russes en direction de la frontière ukrainienne.

Les Américains et les Européens affirment que Moscou y a déployé près de

raisons similaires, avant de les retirer un mois plus tard. » Cette fois-ci, ces mouvements ont permis à la Russie d'exiger des garanties de la part des Occidentaux comme conditions de la désescalade», reprend la chercheuse.



100 000 soldats en vue d'une potentielle invasion. Le renseignement américain affirme même que la Russie a déployé des agents dans l'est de Ukraine pour mener des opérations de "sabotage" visant à créer un «prétexte» pour une offensive. Le Kremlin nie avoir de telles intentions.

«Il y a une faible transparence sur ces mouvements de troupes et leurs objectifs, mais de telles manœuvres ne sont pas inhabituelles», explique Alexandra Goujon, maîtresse de conférences à l'université de Bourgogne et spécialiste de l'Ukraine. Le 1er avril 2021, la Russie avait déjà massé des troupes à la frontière ukrainienne pour des

Et ce conflit dure depuis longtemps ?

Pour comprendre la situation actuelle, il faut remonter à 2004. Cette année-là, l'élection du candidat pro-russe Viktor Ianoukovitch à la présidentielle ukrainienne pousse les Ukrainiens à descendre dans la rue lors de la «révolution orange». Le soutien des Occidentaux permet d'obtenir l'annulation du scrutin et marque un rapprochement entre l'Ukraine, l'Otan et l'UE, rappelle Arte.

En 2010, Viktor Ianoukovitch devient finalement président et promet d'assurer la continuité des négociations pour un accord de coopération avec l'UE. Mais sous pression du Kremlin, il

fait volte-face et annonce la fin des échanges. Une vague de protestations pro-européennes débute alors en 2014. La révolution de Maïdan (du nom de la place centrale de Kiev) pousse le président ukrainien à fuir en Russie et il finit par être destitué de ses fonctions.

En riposte à cette mobilisation, et en violation du droit international, la Russie annexe la Crimée en mars 2014. Les habitants de la péninsule se prononcent en faveur de ce rattachement lors d'un référendum dont la

légalité n'est pas reconnue par les pays occidentaux. Afin de déstabiliser davantage le pays, Moscou soutient un mois plus tard les séparatistes pro-russes dans le Donbass à l'Est. Deux entités de ce territoire proclament leur indépendance : la République populaire de Donetsk et la République

(qui est notamment intervenue au Kazakhstan).

Le président entend en fait empêcher tout élargissement de l'Otan dans les anciens pays de l'URSS. Il estime qu'il s'agirait d'une menace pour la Russie, via notamment l'installation de matériel militaire capable d'atteindre son pays. » Vladimir Poutine veut former un cordon de sécurité autour de la Russie, formé de pays non-hostiles. Mais sa définition de 'l'hostilité' est large», complète Olivier Schmitt, directeur d'études et de recherches à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Par ailleurs, la politique étrangère du Kremlin «a toujours été liée à des facteurs internes», rappelle Vera Ageeva, professeure associée à l'Ecole des hautes études en sciences économiques (EHESI) à Saint-Petersbourg. » Depuis

populaire de Lougansk. Cette situation a conduit à une guerre qui a fait plus de 13 000 morts à ce jour.

Quelle est la stratégie de Vladimir Poutine ?

Depuis la chute de l'URSS en 1991, » Vladimir Poutine considère que les anciens pays satellites doivent rester dans le giron russe. Il pense même que les Ukrainiens et les Russes ne forment qu'un même peuple, que l'Ukraine n'est pas un véritable Etat, et que le Kremlin est légitime pour décider de son sort», analyse Alexandra Goujon. Vladimir Poutine souhaite ainsi que Kiev rejoigne ses projets d'intégration comme l'union économique euroasiatique ou l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)

trois ans, le président fait face à un mécontentement très fort de la population, la situation économique s'est détériorée, la crise sanitaire liée au Covid-19 est très mal gérée.»

«Le président russe cherche à rétablir sa légitimité en interne en faisant des démonstrations de force à l'extérieur. Diaboliser l'Otan est une façon de consolider la société russe sur un ennemi.»

«Le président russe cherche à rétablir sa légitimité en interne en faisant des démonstrations de force à l'extérieur. Diaboliser l'Otan est une façon de consolider la société russe sur un ennemi.»

Santé... Santé... Santé...

Variant Omicron : symptômes les plus fréquents, incubation, durée

Omicron donne lieu à des symptômes généralement bénins, avec moins d'hospitalisations. Trois fois plus contagieux que Delta, il pourrait toutefois mathématiquement saturer l'hôpital. En Europe, il pourrait toucher une personne sur deux d'ici mars selon l'OMS.

L'essentiel sur le variant Omicron :

- Omicron va toucher plus d'un Européen sur deux d'ici deux mois, indique le 11 janvier l'OMS.

- Le variant Omicron est désormais majoritaire en France, il est tout particulièrement présent dans le Nord-Ouest du pays.

- Omicron est **trois fois plus contagieux que Delta**.

- C'est confirmé : c'est un **variant moins virulent**, avec moins de formes sévères du Covid-19.

- L'**efficacité vaccinale** est moindre contre l'infection mais reste conservée pour se protéger des formes sévères, après une dose de rappel.

- L'OMS a classé ce nouveau variant, **«variant préoccupant»**, en raison d'un «grand nombre de mutations, dont certaines sont «préoccupantes».

- Le nom Omicron vient du **grec ancien Βιένή**, c'est la 15e lettre de l'alphabet grec. La dernière syllabe «on» a la même **prononciation** que «on / off».

Quels sont les symptômes du variant Omicron ?

Selon Santé Publique France, qui a étudié 338 cas de Covid Omicron -des cas plutôt jeunes- **la majorité était symptomatique (89%) mais de façon bénigne**.

Quels sont les **symptômes du variant Omicron chez l'adulte** ? Voici les symptômes rapportés selon ces données fournies par Santé Publique France au 4 janvier :

- **Asthénie (fatigue)** dans 60% des cas
- **Toux** (54% des cas)
- **Fièvre** (48% des cas)
- **Maux de tête** (43% des



cas)

- **Myalgies (ou courbatures)** dans 40% des cas

- **Mal de gorge** (30% des cas)

- **Écoulement nasal** (26% des cas)

- **Sensation de fièvre** (13% des cas)

- **Essoufflement** (9% des cas)

- **Perte de goût** (9% des cas)

- **Perte d'odorat** (9% des cas)

- **Nausées et vomissements** (7% des cas)

- **Dyspnée (respiration désagréable)** dans moins de 3% des cas.

Par ailleurs, selon un rapport publié par les Centres de contrôle et de prévention des maladies américains, ils sont similaires à un rhume. Les plus fréquemment observés sont :

- **la toux sèche, la gorge irritée**

- **la fatigue**

- **la congestion nasale (nez bouché) ou l'écoulement nasal**

- **les courbatures**

Des cas de fièvre, nausées, vomissements, essoufflement et diarrhée ont également été signalés,

mais dans une proportion moindre, toujours selon ce rapport.

Des sueurs nocturnes sont parfois également évoquées.

En revanche, la perte de goût et d'odorat ne semble pas associée au variant Omicron, selon ces mêmes données américaines.

Les données provenant d'Afrique du Sud indiquent aussi des symptômes plutôt légers, similaire à une grippe ou à un rhume. Le médecin généraliste Unben Pillay, a décrit -lors d'une conférence organisée par le ministère de la Santé d'Afrique du Sud les symptômes suivants : **toux sèche, fièvre, sueurs nocturnes, nombreuses douleurs corporelles**.

Quelle est la **durée des symptômes** ? En Afrique du Sud, la plupart des infections sont décrites comme **bénignes, «avec des guérisons généralement dans les trois jours»**, avait déclaré Ryan Noach, directeur général de Discovery Health, le principal organisme d'assurance médicale privé sud-africain.

Un symptôme toucherait particulièrement les enfants : une éruption cutanée soudaine, que l'on appelle «rash».

Comment sait-on si on

est infecté par Omicron ?

Les tests de criblage (systématiquement effectués en cas de test positif) permettent d'identifier 3 types de mutations présentes sur le variant Delta. Or, ce que l'on sait, c'est que contrairement au variant Delta, Omicron ne présente ni la mutation L452R (mutation codée C) ni la mutation E484K (mutation codée A). Les tests ne présentant pas cette mutation (A0C0 sur les résultats), sont donc suspectés Omicron. Le variant Omicron présente par ailleurs d'autres mutations nouvelles (codées D) donc les résultats indiquant D1 confirment que l'infection est due à Omicron.

Vague Omicron : combien de cas en France ?

Le variant Omicron est majoritaire en France. En effet, selon le dernier bulletin épidémiologique de Santé Publique France (6 janvier) :

74% des tests criblés montraient un profil compatible avec le variant Omicron en début de semaine 52, contre 42% la semaine précédente.

Selon les dernières données : la dernière semaine de décembre, la proportion de prélèvements compatibles avec Omicron a augmenté de manière

importante (74%, soit 259 794 résultats, vs 42% la semaine d'avant), avec des disparités régionales. Mais pas de la même façon dans toutes les régions : la proportion de Omicron variait entre 51% en Provence-Alpes-Côte D'Azur et 90% en Île-de-France. Elle était aussi hausse en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion même si elle restait plus faible qu'en métropole.

Le variant Omicron, très contagieux, est bien responsable de la flambée actuelle de cas, qui ont dépassé les 300 000 par jour en France. *«Cela va continuer à augmenter dans les prochaines semaines»*, a indiqué Olivier Véran ce 3 janvier sur France Inter.

Face au «raz-de-marée Omicron», le gouvernement mise sur une campagne de vaccination de rappel massive (25 millions de rappels de vaccination en cinq semaines) et a annoncé de nouvelles mesures de restrictions sanitaires comme le recours obligatoire au télétravail dans les entreprises concernées ou le retour des jauges pour les événements publics. De nouvelles règles d'isolement sont d'ores et déjà en vigueur pour les personnes positives au Covid et pour les cas contacts. A l'école aussi, le protocole sanitaire a évolué pour éviter les fermetures de classe. Enfin, l'exécutif a décidé d'accélérer le calendrier pour le projet de loi transformant le pass sanitaire en pass vaccinal. Le projet de loi a été adopté en première lecture à l'Assemblée nationale ce 5 janvier au soir. Etape suivante : le Sénat, avant une mise en œuvre espérée le 15 janvier.

(Suite à la prochaine parution)

INTEGRA

Inauguration de l'usine FAPEL à Labé

Le programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes (INTEGRA), financé par l'Union européenne, a procédé le 11 janvier 2022 à l'inauguration de l'usine FAPEL (Fabrication de Pompes à Eau à Labé).



Cette entreprise, créée en 2009, est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de pompes à eau et d'autres articles divers. Malgré l'obtention d'un brevet délivré par l'OAPI (Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle) pour ses pompes et de plusieurs prix internationaux récompensant des innovateurs africains, l'entreprise FAPEL ne parvenait pas à trouver les financements nécessaires pour se moderniser. Grâce à l'appui technique et financier du programme INTEGRA, l'usine a obtenu un financement de 4 279 992 490 GNF (407 142 Euros), dont une subvention de près de 90 000 Euros octroyée par INTEGRA pour renforcer la position en fonds propres du promoteur et inciter la banque partenaire à financer cette initiative.

L'usine, dont la construction a débuté en décembre 2020, permettra à l'entreprise de réaliser son plein potentiel et d'impacter positivement l'emploi et l'insertion des jeunes guinéens et guinéennes de la région. En effet, environ 220 emplois directs et indirects seront créés tous les ans sur le nouveau site, soit plus 2200 sur une période de 10 ans. De plus, des conventions de formation seront établies entre le pôle industriel et le centre de formation professionnelle de Labé.

Cette usine sera également mise à disposition d'autres artisans locaux qui bénéficieront de ses équipements modernes et pourront à leur tour développer leurs activités tout en minimisant leurs coûts. L'implantation d'une telle usine, grâce à l'aide du programme INTEGRA et à l'accompagnement de la Mairie de Labé, rendra alors possible l'émergence d'un véritable pôle industriel dédié à la métallurgie sur le long terme.

À l'occasion de l'inauguration de l'usine de l'entreprise FAPEL, Mr Barry Aguibou, le directeur de l'entreprise a tenu à remercier le programme pour son soutien : « L'ouverture de ce nouveau site marque un pas important pour la réalisation des objectifs de développement de la ville de Labé. Il s'agit du premier changement significatif de notre entreprise car nos moyens de production étaient rudimentaires et notre vœu le plus profond était de moderniser notre chaîne de production. Face à la

volonté de La Mairie de Labé créer les conditions d'émergence de petites et moyennes industries sur son territoire, nous avons sollicité le programme INTEGRA pour la mise en œuvre de ce projet ; ceci à travers l'appui technique d'UNCDF. ».

Ce modèle d'implantation d'unité industrielle, en partenariat avec le secteur public sous la forme de partenariats publics-privés (PPP), permet un véritable développement économique au niveau local qui bénéficie à toute la région. Cette démarche innovante en Guinée peut être reproduite dans d'autres villes. À travers ces projets, le programme INTEGRA espère inciter le secteur financier guinéen à soutenir et à accompagner la croissance des petites et moyennes entreprises locales. En effet, c'est à travers celles-ci qu'un développement qui profite au plus grand nombre est possible.

Marina MARCHETTI, Chef d'équipe Gouvernance et Droits de l'Homme à la Délégation de l'Union Européenne en République de Guinée, se réjouit de l'évolution de l'entreprise FAPEL : « *Entreprendre demande beaucoup de courage, c'est pourquoi il est important pour l'Union européenne de soutenir l'entrepreneuriat local, qui, comme FAPEL, contribue à la création de richesses et à la lutte contre le chômage. FAPEL a trouvé, à travers le programme INTEGRA, un partenaire technique et financier, ce qui lui a permis d'ouvrir cette usine à Labé. Nous ne pouvons que nous féliciter de ces nouvelles synergies qui se mettent en place et qui permettront de créer un effet de levier au bénéfice de l'emploi et du bien-être des jeunes hommes et femmes de Guinée.*

Le programme INTEGRA se veut une contribution pour amorcer de nouvelles dynamiques dans le développement socio-économique en Guinée. Financé par l'Union européenne au titre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique, INTEGRA crée des opportunités pour la jeunesse guinéenne à travers la préparation à la vie professionnelle dans les établissements scolaires, la réalisation d'infrastructures économiques, la formation professionnelle, la création d'emplois durables et le développement de l'entrepreneuriat.

Ainsi, à travers ce programme, ce sont plus de 15 000 jeunes qui seront directement accompagnés pour mettre en œuvre cette nouvelle dynamique socio-économique par la création d'emplois et l'appui au développement de l'entrepreneuriat en Guinée.

Suivez INTEGRA Guinée sur [Twitter](#) | [Facebook](#) |

Suivez la Délégation de l'Union européenne en Guinée sur [Twitter](#) | [Facebook](#) |

#INTEGRA_GUINEE | #AfricaTrustFund | #UNCDF | #PNUD | #ITC | #ENABEL | #GIZ | #TeamEurope | #EUSolidarity | #AUEU | #UE



APPEL D'OFFRES POUR ACHAT DES FOURNITURES

Dans le cadre l'exécution du Projet « **Mutilation Génitale Féminine et Excision** » financé par PLAN INTERNATIONAL GUINEE dans les Districts de Manéah et de Kouriah (Préfecture de Coyah), L'ONG-UDEC lance un appel d'offres pour l'achat des fournitures scolaires et vestimentaires pour les filles non excisées et les mères accompagnatrices pour la réalisation des activités du Rite Alternatif et la Déclaration Publique de l'abandon de l'excision des filles dans les 23 Districts concernés.

La participation à cet appel d'offres est ouverte à tous candidats désireux d'y participer en fournissant:

- Les factures pro forma qui doivent être fournies séparément (ci-joint le détail des kits) :
 - 1- Kits pour les filles non excisées ;
 - 2- Kits pour les mères accompagnatrices.
- Le délai de livraison et ;
- Les modalités de paiement.

Les offres doivent être présentées dans une enveloppe fermée.

La date limite de dépôt est : **le 25 janvier 2022 à 16 heures.**

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats qui désirent participer à l'ouverture des plis à l'adresse de l'ONG-UDEC à Somayah-Mosquée, Commune de Coyah **le 26 janvier 2022 à 11 heures TU.**

Le Coordinateur technique National


CAMARA Aboubacar

Quantités	Désignations
690	Sacs d'écolier
138	Cahiers de 200 pages
18	Paquets de Bics bleus
690	Ardoises
56	Paquets de crayons noirs
690	Paquets de crayons couleurs
690	Brosse à dent
690	Dentifrices
690	Éponges
690	sacs kits toilettes
690	Pagnes/Tenues
690	Chaussures
115	Complets de pagne Wax
115	Paires de chaussures
115	Foulards



APPEL D'OFFRES POUR ACHAT DES FOURNITURES

Dans le cadre l'exécution du Projet « **Mutilation Génitale Féminine et Excision** » financé par PLAN INTERNATIONAL GUINEE dans les Districts de Manéah et de Kouriah (Préfecture de Coyah),

L'ONG-UDEC lance un appel d'offres pour la fourniture des tee-shirts et des banderoles pour la réalisation des activités du Rite Alternatif et la Déclaration Publique de l'abandon de l'excision des filles dans les 23 Districts concernés.

La participation à cet appel d'offres est ouverte à tous candidats désireux d'y participer en fournissant :

- Les factures pro forma :
 - 1- **Tee-shirts : tailles petites, moyennes et grandes, quantité 5 750 ;**
 - 2- **Banderoles : dimension 2m/1m, quantité 69.**
- Le délai de livraison et ;
- Les modalités de paiement.

Les offres doivent être présentées dans une enveloppe fermée. La date limite de dépôt est : **le 25 janvier 2022 à 16 heures.**

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats qui désirent participer à l'ouverture des plis à l'adresse de l'ONG-UDEC à Somayah-Mosquée, Commune de Coyah **le 26 janvier 2022 à 12 heures TU.**

Le Coordinateur technique National


CAMARA Aboubacar



PROJET
SAUVONS DES FILLES DE MUTILATIONS GENITALES FEMININES/E

ORGANISATION DES SESSIONS DE RITES ALTERNATIFS DE 690 FNE ET 115 MERES ACCOMPAGNATRICES DANS LES COMMUNES RURALES DE MANEAH ET KOURIAH



PROJET
SAUVONS DES FILLES DE MUTILATIONS GENITALES FEMININES/E

CEREMONIE DE SIGNATURE DE PACTE DE NON EXCISION DES FILLES DANS LES COMMUNES RURALES DE MANEAH ET KOURIAH

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTÉRIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMÉRO VERT 625 66 66 66

18 Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTÉRIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMÉRO VERT 625 66 66 66

18 Jouons responsable